

LA PAROLE BRIDÉE DE JEAN-MICHEL BLANQUER

► Les dernières interventions publiques du ministre de l'éducation nationale, jugées malvenues, ont suscité un « recadrage » de la part de l'Élysée et de Matignon PAGE 10



Jean-Michel Blanquer
et Edouard Philippe,
à l'Assemblée, le 28 avril.

DAVID NIVIÈRE/ABACA

CORONAVIRUS

Jean-Michel Blanquer secoué par la tempête

Le ministre de l'éducation a fait les frais des incertitudes et revirements dans la gestion de la crise du Covid-19. Au risque de se faire recadrer par l'Élysée et Matignon

Pour Jean-Michel Blanquer aussi, il y aura un « après » la crise du Covid-19. Avant, on reconnaissait au ministre de l'éducation ses talents de « *communicant* ». Un goût pour l'exposition médiatique partagé par « *chacun de ses prédécesseurs* », associé à un tempérament « *fonceur* », disait-on dans ses cercles rapprochés. A la veille de la réouverture des écoles le 11 mai, ces traits de caractère séduisent moins. Et une critique résonne, au-delà des rangs de l'opposition : M. Blanquer serait un ministre « *bavard* », peut-être même un peu trop.

Lundi 4 mai, sa prise de parole sur BFM-TV a donné lieu à un embrasement de réactions, parmi les enseignants mais aussi chez les élus – en première ligne pour rouvrir les écoles – et, fait plus rare, parmi les recteurs et anciens recteurs. « *Si [la rentrée] est faisable dans certains endroits, c'est que c'est faisable à peu près partout* », a déclaré le ministre de l'éducation. Devant les sénateurs, ce même

lundi, Edouard Philippe disait les choses autrement : « *Ne disons pas d'emblée que, parce que cela ne serait pas possible partout, cela ne devrait avoir lieu nulle part.* »

A plusieurs reprises, depuis le début de la crise, Jean-Michel Blanquer a semblé en dehors des cercles de décision, au plus haut sommet de l'Etat, en distillant annonces et hypothèses sitôt « recadrées » par l'exécutif, quand elles n'étaient pas carrément démenties. « *Il doit avoir les oreilles qui sifflent car en ce moment, il est très critiqué en Macronie, confie une source au sein de l'exécutif. L'Élysée et Matignon trouvent qu'il n'est pas précis et lui reprochent de trop parler, en ouvrant des portes qu'il n'a pas à ouvrir.* »

Chapelet de « couacs »

Rétrospectivement, la séquence pourrait ressembler à un chapelet de « couacs » pour le ministre de l'éducation. Lors de sa première allocution consacrée à l'épidémie, le 12 mars, Emmanuel Macron annonce la fermeture des crèches, écoles, lycées et universités à partir du 16 mars et jusqu'à nouvel ordre. Or, le matin

même, Jean-Michel Blanquer écartait cette hypothèse sur Franceinfo : « *Nous n'avons jamais envisagé la fermeture totale des écoles car elle nous semble contre-productive* », affirmait-il.

Un premier raté ? Jean-Michel Blanquer s'est justifié, à plusieurs reprises, de ce « *changement de pied* » lié aux recommandations du conseil scientifique – réuni par M. Macron ce jour-là. « *Depuis plusieurs semaines, on était sur la logique des clusters et du confinement progressif*, détaille-t-il au Monde. *Je pensais qu'on allait vers des territoires confinés de plus en plus larges. La décision de confiner l'ensemble du territoire m'a surpris, c'est vrai, comme elle a surpris tout le monde, mais l'entrée dans l'enseignement à distance généralisé était préparée avec le CNED, grâce à un dispositif imaginé dès l'ouragan Irma, en 2017.* »

Pour ses proches, M. Blanquer a simplement fait les frais – comme d'autres – d'un fonctionnement en « *cellule de crise* » resserrée

autour du chef de l'Etat. « *Au moment où Blanquer s'exprime, au matin du 12 mars, rien ne lui permet*



de dire qu'on fermera les écoles, défend l'un d'entre eux. Il y a une montée en tension de l'exécutif au cours de la journée – et le président finit par décider quasiment seul.»

Une semaine plus tard, M. Blanquer multiplie les prises de position sur la date de la rentrée scolaire. Après avoir annoncé, le 22 mars dans *Le Parisien*, que le « scénario privilégié » était de reprendre le 4 mai, il se montre beaucoup plus évasif le lendemain, évoquant cette fois une possible rentrée... en septembre. « Nous envisageons tout (...), même un retour après l'été. C'est aussi un scénario possible », avance-t-il sur Sud Radio. Des déclarations qui déplaisent, aussi bien à l'Élysée qu'à Matignon.

« Personne ne lui a dit de parler du 4 mai ! », râle alors un proche du chef de l'État, avant que M. Macron ne tranche finalement pour la date du 11 mai. Une décision prise contre l'avis du conseil scientifique, avec l'appui du premier ministre et du ministre de l'éducation.

« Enorme pataquès »

Un troisième acte se joue le 21 avril, lorsque Jean-Michel Blanquer dévoile un scénario de réouverture des écoles devant la commission éducation de l'Assemblée. Stupeur à Matignon, où les collaborateurs d'Edouard Philippe découvrent en direct sur BFM-TV les « grands principes » de ce plan de reprise « progressif » – étalé sur trois semaines à compter du 11 mai, avec des dates de rentrée différentes en fonction des niveaux. Le premier ministre avait demandé, le 19 avril, à son ministre de « travailler sur des hypothèses » ou des « scénarios » de réouverture des écoles ; et comptait présenter lui-même les options retenues, fin avril-début mai, en même temps que le « plan complet » du déconfinement.

« Ça a été un énorme pataquès, raconte une source gouvernementale. Blanquer a fait ses annonces alors que les arbitrages

n'avaient pas été validés avec Matignon et qu'on lui avait demandé de ne pas communiquer sur ce sujet.» Lui assure que ses pistes de travail étaient approuvées par Edouard Philippe, avec qui il avait échangé la veille, et justifie la méthode dite « de l'entonnoir », « une méthode dialectique » : « On présente des hypothèses, on prend en compte les réactions et propositions, et on précise les choses par étapes. »

Indéniablement, le verbatim de cette fameuse séance contient les termes « pistes », « hypothèses », « rien de définitif », et « en cours d'élaboration ». Mais le temps politique ne s'embarasse

pas de ce genre de nuances, et le degré de précision du scénario invitait la communauté éducative à se projeter dans ce qui apparaissait comme « le plan » de déconfinement scolaire. « Le problème, c'est que nous sommes un pays de tradition décisionniste, analyse un proche du ministre. Quand un homme politique dit quelque chose, on pense que c'est ce qu'il va effectivement faire – a fortiori quand il s'agit de Jean-Michel Blanquer, qui déroule ses réformes depuis 2017. »

En attendant, sa présentation devant les députés a suscité la fureur de Matignon. « Il faut insister sur le fait que ce sont des hypothèses ! », martelait Benoît Ribadeau-Dumas, directeur de cabinet d'Edouard Philippe, lors d'un échange téléphonique, quelques heures plus tard, avec l'ensemble des directeurs de cabinet du gouvernement. Comprendre : ce n'est pas aux ministres de révéler d'éventuels arbitrages, surtout s'ils sont amenés à changer. Le 28 avril, lors de la présentation à l'Assemblée du plan de déconfinement, Edouard Philippe revoit d'ailleurs le calendrier présenté par M. Blanquer une semaine plus tôt, dans ce qui ressemble fort à un désaveu en direct.

Dans l'entourage de M. Philippe, on assume ce recadrage, avant de

minimiser les tensions actuelles entre le chef du gouvernement et son ministre, qui ont déjeuné en tête-à-tête, le 1^{er} mai. « Il n'y a aucun problème entre eux, contrairement à ce que dit la boîte à rumeurs », assure un conseiller de Matignon. Le ministre de l'éducation, lui, dément tout passage en force. « Je voulais être dans les temps, se défend-il. Il restait beaucoup de détails à affiner, y compris après la présentation du plan par le premier ministre. Tout cela représente un travail énorme, dans des délais restreints. J'étais totalement dans mon rôle en anticipant au maximum. »

Au sein de l'exécutif, on prête l'envie à M. Blanquer de défendre son territoire et de montrer son poids politique, quitte à commettre des maladresses. « Le 12 mars, Blanquer a appris la fermeture des écoles au dernier moment. Il a mal vécu cet épisode, en ayant le sentiment de perdre en crédibilité, analyse une source gouvernementale. C'est ce qui l'a poussé à la faute ensuite. Pour montrer qu'il avait la main sur son ministère, il a annoncé de manière précipitée une reprise de l'école le 4 mai, avant de présenter son plan de retour. »

Potentiel rival de Philippe

Les proches de ce ministre « expert » ne démentent pas entièrement cette analyse : habitué à être le seul maître à bord d'une administration qu'il connaît par cœur, « et qui est finalement la seule dont le ministre soit vraiment le patron », M. Blanquer est revenu malgré lui dans le giron de Matignon. « Et ça, ça l'emmerde », conclut l'un d'entre eux en riant.

Derrière ce couac interne, certains membres de la majorité suspectent également Matignon d'avoir instrumentalisé l'affaire pour fragiliser M. Blanquer, qui fait figure de potentiel rival de M. Philippe pour le poste de premier ministre. « Chez Philippe, cela ne les dérange pas forcément



de faire savoir que Blanquer a fait une erreur de com', sourit un membre du gouvernement. Dans le camp du ministre de l'éduca-

tion, cependant, personne n'a jamais voulu croire à ce dessein caché. « Cette petite musique est entretenue par les conseillers du premier ministre, qui lui-même n'y croit pas », assure Clément Reyne, un consultant, ancien du cabinet de Xavier Darcos resté proche de Jean-Michel Blanquer.

Que le bon élève de la Macronie puisse se retrouver « distancé », voire « grillé » en politique, certains le pensent aussi dans les rangs des syndicats d'enseignants. « Blanquer porte aujourd'hui la responsabilité d'un plan de déconfinement dont il n'est pas vraiment l'auteur », renchérit un autre. Certains ont été piqués au vif, avant même que ne débute le confinement scolaire, par le mantra ministériel selon lequel « tout était prêt » pour l'enseignement à distance. « Ce discours a été interprété comme un déni des difficultés rencontrées par les enseignants », rapporte Benoît Teste, de la FSU.

Même phénomène autour de la date du 11 mai : les enseignants avaient beau souhaiter revoir leurs élèves et récupérer les plus à risque, « on a eu le sentiment d'un discours creux sur les inégalités sociales qui auraient présidé à la décision », rapporte Benoît Teste. Comme si le gouvernement ne voulait pas assumer que rouvrir

les écoles était avant tout un choix économique ». Une critique qui amuserait presque ceux qui connaissent bien le ministre de l'éducation : « Entre nous, Jean-Michel Blanquer n'en a rien à faire de l'économie, glisse un proche. Par contre, que les gamins retournent à l'école, ça, c'est vraiment important pour lui. » Le locataire de la Rue de Grenelle renchérit : « Il aurait été beaucoup plus simple de rouvrir les écoles en septembre, sans accomplir ce travail indispen-

sable pour aller chercher les enfants à risques, parfois invisibles, afin qu'ils retournent en classe. »

Quelles traces la crise du Covid-19 laissera-t-elle dans le parcours d'un ministre de l'éducation déjà fragilisé par plusieurs conflits avec le monde enseignant, sur la réforme des retraites et – dans une moindre mesure – la réforme du bac ? « Blanquer aura fait les frais de la période, et ce n'est pas totalement justifié, concède un syndicaliste. Il doit porter un protocole sanitaire dont il n'est pas le seul décisionnaire. »

Certains prédisent que la séquence le suivra longtemps : « Il pourrait ne rester de l'ère Blanquer que ça : la fermeture des écoles et un plan de déconfinement hasardeux. Comme on n'a retenu de Peillon que la réforme des rythmes scolaires ou de Najat Vallaud-Belkacem celle du collège. » Dans son entourage, on veut croire au contraire que le ministre, « couacs » mis à part, restera « celui qui a gardé les écoles ouvertes le plus longtemps possible, et qui les rouvrit le plus tôt possible », défend Clément Reyne. ■

MATTEA BATTAGLIA,
 ALEXANDRE LEMARIÉ
 ET VIOLAINE MORIN

« Blanquer a fait ses annonces alors que les arbitrages n'avaient pas été validés avec Matignon », note une source gouvernementale

« J'étais totalement dans mon rôle en anticipant au maximum »

JEAN-MICHEL BLANQUER
 ministre de l'éducation



**Jean-Michel
Blanquer
et Edouard
Philippe
(en arrière-
plan),
à l'hôtel
Matignon,
le 7 mai.**

ELIOT BLONDET/ABACA